



OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT
AGENDA POST 2015 :

VISION DE L'INTERNATIONALE
SOCIALISTE DES FEMMES

*58^{ème} session de la Commission sur le statut des Femmes
Mars 2014*

PRÉAMBULE

En septembre 2000, à l'Assemblée générale des Nations unies, 147 chefs d'État et de gouvernement et 189 pays se sont engagés « à faire du droit au développement une réalité pour tous et à mettre l'humanité entière à l'abri du besoin¹. Un engagement mondial traduit en huit objectifs du millénaire pour le développement : **1)** réduire de moitié la pauvreté et la faim dans le monde, **2)** assurer une éducation primaire pour tous, **3)** promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, **4)** réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans, **5)** améliorer la santé maternelle, **6)** combattre le VIH, le paludisme et d'autres maladies, **7)** assurer un environnement durable et **8)** mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont mis en place, par les Nations Unies, pour lutter contre la pauvreté, asseoir le développement humain et offrir à tout être une vie décente et digne. Ces objectifs, spécifiques et quantitatifs, ont eu pour mérite de mobiliser les volontés politiques de la communauté internationale pour bâtir un monde meilleur. Forts d'un partenariat mondial et soutenu par des instruments de financement, dont le F-OMD2, des progrès significatifs ont été accomplis par les pays sur l'ensemble des huit OMD. Les taux de pauvreté ont été réduits de moitié, et, en 2010, environ 700 millions de personnes en moins vivaient dans des conditions d'extrême pauvreté qu'en 1993. Mais les quelques résultats atteints sont très inégaux et déséquilibrés particulièrement au regard de la situation des femmes et des jeunes filles dans le monde. Les OMD, n'ont pas appuyé expressément les droits des femmes et l'égalité de genre, ni impliqué à sa juste mesure la société civile.

L'Internationale Socialiste des Femmes constate, par le biais de ses 149 organisations, que les femmes sont toujours considérées comme des victimes vulnérables au lieu d'être impliquées comme des agents de changement.

1 Nations Unies, Déclaration du Millénaire III, 11 septembre 2000.

2 Le Fonds pour la réalisation des OMD créé en 2007 suite à un accord entre le gouvernement espagnol et le système des Nations Unies.

3 Nations Unies, Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport de 2013.

Bien que l'égalité de genre et l'autonomisation aient été érigées en priorité mondiale, des millions de femmes et de jeunes filles à travers le monde continuent de subir des inégalités et de fortes discriminations sociales et juridiques. Le ratio sexe homme femme est de 1.01 soit 1000 femmes pour 1010 hommes, ce qui fait de la population féminine la moitié de la population mondiale⁴ qui compte en 2014 plus de 7 milliards personnes⁵. Près de 3.5 milliards de femmes subissent des violences physiques, économiques, juridiques, sociales et autres.

On ne peut que se féliciter que la 58e session de la Commission sur le statut des Femmes⁶ (CSW) soit dédiée aux « Défis et réalisations dans la mise en œuvre des OMD pour les femmes et les jeunes filles ». La CSW, qui joue un rôle important dans le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing⁷, offre à travers sa 58^{ème} session une occasion ultime pour alerter sur le lien entre l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes, la violence et le développement.

4 Statistiques 2013 de la world factbook.

5 www.un.org

6 Commission on the Status of Women (CSW)

7 Adopté, il y a 20 ans, lors de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes en 1995.

INTRODUCTION

L'Internationale socialiste des Femmes considère qu'il ne peut y avoir de développement durable et équitable sans la participation des femmes. Les OMD sont de véritables enjeux humanitaires qui resteront illusoire sans l'égalité des genres, l'émancipation des femmes, leur autonomisation et la fin de la violence. Ce sont les conditions indispensables pour l'atteinte de ces objectifs et pour la préservation des acquis réalisés en termes de réduction de la pauvreté, d'accès à l'eau, de scolarisation, de santé, de travail des enfants... etc.

Les acquis obtenus sont fragiles, menacés, et parfois même, dans quelques pays, ont été anéantis par la croissance démographique, les changements climatiques, les crises politiques et les conflits armés anciens ou récents, ainsi que la crise économique qui a frappé les principaux donateurs, tels que l'Union Européenne et les Etats Unis d'Amérique. Il n'est pas aisé de dresser un bilan exhaustif des OMD car tous les pays ne bénéficient pas des mêmes opportunités de développement. Le statut des femmes diffère d'un continent à un autre, d'un pays à un autre, parfois d'une région à une autre. Le statut des femmes diffère aussi en fonction de leur situation sociale et de leur environnement culturel. Par ailleurs, les statistiques disponibles souffrent de l'absence d'indicateurs sexospécifiques et ne permettent pas d'avoir une situation réelle des femmes et des jeunes filles dans certains pays.

Une vue d'ensemble sur les résultats en matière de lutte contre la pauvreté, de renforcement des droits des femmes et d'amélioration de leurs conditions de vie, permet de mieux appréhender les OMD pour le post 2015 et les lacunes à combler.

OMD : ENTRE RÉSULTATS ET RÉALITÉ

L'OMD 1 «Éliminer l'extrême pauvreté» a connu la baisse de 43 % en 1990 à 22 % en 2008 du pourcentage de personnes subsistant avec moins de 1,25 USD. L'objectif consistant à réduire de moitié le pourcentage de la population n'ayant pas accès à une eau salubre est déclaré atteint au niveau mondial en 2010. Mais, si entre 1990 et 2010, plus de 2 milliards d'individus ont obtenu cet accès, 60% des travailleurs dans les pays en voie de développement gagnent moins de 1 dollar par jour. 1.2 milliard d'êtres humains vivent encore dans la pauvreté⁸, particulièrement sur les continents africain et asiatique.

Près de 870 millions de personnes, soit une personne sur huit dans le monde, n'ont pas pu consommer une quantité suffisante de nourriture de manière régulière pour couvrir leurs besoins énergétiques alimentaires minimaux pendant la période 2010-2012. La grande majorité des personnes sous-alimentées de manière chronique (852 millions) vit dans les pays en voie de développement. Plus de 100 millions d'enfants souffrent de sous-alimentation chronique et un enfant sur quatre présente des retards de croissance⁹.

Malgré la diminution au plan mondial de plus de 700 millions de personnes vivant dans la pauvreté extrême entre 1990 et 2008, des millions de femmes vivent dans l'extrême pauvreté mais leur nombre est inconnu. L'objectif global d'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim est encore très éloigné.

Les femmes ont un risque plus élevé que les hommes de vivre dans la pauvreté. De grandes disparités femme-homme subsistent en Afrique du Nord, Asie de l'Ouest et Afrique subsaharienne. Les femmes de ces régions sont confrontées à un revenu faible et à l'absence de sécurité au travail et d'avantages sociaux.

La pauvreté est bien souvent à l'origine de la migration interne ou internationale, une question importante qui n'a pas retenue d'attention particulière des OMD en dépit de l'interdépendance entre la migration et le développement.

⁸ Coopération pour le développement 2013 : Mettre fin à la pauvreté. OCDE.

⁹ Nations Unies, Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport de 2013.

Aujourd'hui, près de 232 millions de personnes vivent à l'extérieur de leur pays d'origine. 50% sont des femmes et 10% ont moins de 15 ans. 4 migrants sur 10 vivent dans des pays en développement.

Il reste beaucoup à entreprendre pour réduire de moitié le taux de pauvreté dans le monde. Ainsi, en Afrique subsaharienne le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 290 millions en 1990 à 414 millions en 2010. Sans les moyens nécessaires, techniques et financiers, et la bonne gouvernance la pauvreté s'accroitra. De 2010 à 2012, environ un huitième de la population mondiale n'atteignait pas ses besoins nutritionnels minimaux. Un enfant de moins de cinq ans sur six a une insuffisance pondérale et un enfant sur quatre souffre d'un arrêt de croissance. La plupart des personnes souffrant de malnutrition vivent dans des pays en voie de développement. Dans le monde, près de 200 millions de personnes n'ont pas d'emploi et 384 millions de plus sont des « travailleurs pauvres » gagnant moins de 1,25 \$ par jour. Les femmes et les filles en souffrent plus que les hommes et les garçons en raison des discriminations dont elles sont victimes.

L'inégalité de genre crée et alimente plusieurs inégalités, tels que l'accès à l'éducation et à l'autonomisation. Pauvres et peu, ou pas instruites, les femmes ne peuvent peser de leur influence ni au sein du ménage, ni au sein de leur communauté. La pauvreté a plusieurs facettes, la faim n'en est qu'une. C'est un fléau qui va au-delà de la faim.

Le lien entre pauvreté et inégalité de genre constitue un enjeu majeur de développement et un outil de lutte contre l'extrême pauvreté. Les Etats doivent investir dans la promotion du statut social et économique des femmes pour faire fléchir les taux de pauvreté.

L'OMD 2 «Assurer l'éducation primaire pour tous» semble avoir augmenté les chances pour les filles de bénéficier de la scolarisation.

Au niveau mondial, l'inscription dans le primaire a augmenté pour atteindre en moyenne 89 % et les filles ont désormais presque autant de chances que les garçons d'être inscrites. En 2011, 57 millions d'enfants en âge d'école primaire n'étaient pas scolarisés. Un chiffre en baisse par rapport aux 102 millions d'enfants en 2000. Plus de la moitié de ces enfants non scolarisés vivent en Afrique subsaharienne.

Au plan mondial, 123 millions de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) n'ont pas les compétences de base en lecture et en écriture; 61 % d'entre eux sont des jeunes femmes. Si la parité des genres dans la scolarisation primaire au plan mondial est déclarée atteinte, les écarts entre les sexes sont importants et dans des pays comme le Cap vert ou l'Erythrée la parité régresse¹⁰. Les disparités entre les sexes persistent aux plans régional et national.

En Afrique subsaharienne 26% des filles en âge d'être scolarisées ne vont pas à l'école primaire, en Afrique du Sud 55%, en Asie de l'Ouest 65% et en Afrique du Nord, 79%. Près de 61 millions d'enfants ne fréquentent toujours pas d'établissements scolaires.

Dans les 63 pays, les filles courent plus le risque d'être non scolarisées que les garçons dans les groupes d'âge du primaire et du premier cycle du secondaire. L'écart entre les deux sexes dans les taux de scolarisation est plus important dans le premier cycle du secondaire, même pour les filles de ménages plus aisés. Dans plusieurs pays en Afrique, les mariages forcés et grossesses non désirées empêchent les filles de poursuivre leur scolarité et celles qui ne vont pas à l'école ont plus de chance d'être mariées très jeunes. Des recherches montrent qu'une année supplémentaire d'études secondaires pour les filles peut accroître leur futur salaire de 10 à 20 %¹¹.

¹⁰ www.terrangaweb.com : Rapport 2012 des OMD, De nombreux défis pour l'Afrique.

¹¹ www.banquemondiale.org : Un demi-siècle d'investissement dans l'éducation.

La fréquentation des garçons et des filles des écoles secondaires n'a pas véritablement progressée. Au niveau international, les taux nets de fréquentation ont augmenté de 10% environ pour les années 1990 à 36%. Mais des disparités existent. La Gambie, la Guinée, le Libéria, le Malawi, le Niger, le Sénégal et la Tunisie ont enregistré un écart sensible de scolarisation dans le secondaire entre filles et garçons, de 25 à 45 pour cent de 1991 à 2008. D'autres, comme l'Éthiopie, Madagascar, Maurice et la Namibie connaissent pour leur part une augmentation de l'écart¹².

Aujourd'hui, seuls deux pays sur 130 ont atteint la parité fille-garçon à tous les niveaux d'enseignement. 123 millions de jeunes sont analphabètes. La moitié des enfants non scolarisés dans le monde se trouve en Afrique subsaharienne qui compte en 2011 près de 32 millions d'enfants en âge d'école¹³.

Les filles les plus pauvres ne vont toujours pas à l'école secondaire qui est une passerelle d'accès à la formation et l'autonomisation, et les femmes continuent de représenter deux tiers des 793 millions d'analphabètes dans le monde, en majorité dans le monde rural. Si quelques avancées ont été réalisées, l'objectif d'assurer l'éducation pour tous ne sera pas atteint d'ici 2015.

L'éducation et la formation sont des droits fondamentaux des femmes et des hommes qui constituent un levier de développement sans lequel il ne peut y avoir ni croissance, ni progrès.

L'OMD 3 «Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes» a connu une progression qui reste toutefois très faible. Les femmes gagnent du terrain en représentativité dans les instances élues. Elles représentent près de 20% des parlementaires du monde. En 2012, dans un tiers des pays en développement, le nombre de femmes siégeant au Parlement est toujours inférieur à 10 %, et parfois il est nul. La progression vers une représentation paritaire est encore trop lente ces 15 dernières années et nécessiterait au regard du rythme actuel 40 ans pour être atteinte.

¹² <http://www.un.org/fr/millenniumgoal>

¹³ UNESCO, communiqué de presse, juillet 2010 (2010c).

Les femmes restent désavantagées sur le marché du travail quelque soit leur niveau d'éducation ou leur expérience. Elles occupent actuellement 40 pour cent des emplois salariés hors secteur agricole, des emplois moins sûrs avec peu d'avantages sociaux dans les pays en développement. Le plein emploi, la création d'emplois productifs le travail décent pour tous est encore loin d'être atteint dans le monde. Seule 20 % de la population mondiale jouit d'une protection sociale adéquate.

Les salaires moyens des hommes sont plus élevés que ceux des femmes en zone urbaines et rurales. Les femmes rurales font plus d'heures de travail que les hommes en raison de leurs responsabilités domestiques non rémunérées. Au Bénin et en Tanzanie, par exemple, les femmes travaillent respectivement 17,4 et 14 heures de plus que les hommes par semaine. En Inde, les femmes rurales travaillent quasiment 11 heures de plus que les femmes urbaines et 12 heures de plus que les hommes urbains¹⁴.

Au niveau mondial, les femmes occupent seulement 25 % des postes directifs. En 2008 - 2009 elles avaient des salaires de 23 % plus bas que ceux des hommes. En 2012, dans 22 des 48 pays où des élections ont eu lieu en 2012, l'utilisation de quotas a été à l'origine de l'augmentation supérieure à la moyenne du nombre de femmes parlementaires¹⁵. Dans la plupart des pays, la représentation des femmes dans le système exécutif, judiciaire ou traditionnel dans les sphères de la vie publique est faible en raison des normes culturelles et de l'absence de politiques publiques instituant la parité ou les quotas.

Les données de l'Organisation internationale du Travail affichent une perte, entre 2007 et 2012, de 13 millions d'emplois pour les femmes. Lors de la même période et en plus du travail rémunéré, la charge de travail non rémunéré (non comprise dans les OMD) constitue un obstacle majeur à la capacité des femmes à accéder à l'éducation, la formation et les possibilités d'emploi décent, ou de

14 FAO, FIDA, OIT. 2010. Note d'orientation sur l'égalité femmes-hommes et l'emploi rural #1 : L'emploi rural équitable en matière de genre pour réduire la pauvreté et stimuler la croissance économique (<http://www.fao.org/docrep/013/i2008e/i2008e01.pdf>)

15 Nations Unies, Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport de 2013.

s'engager en politique¹⁶. Pour les pays où des données sont disponibles, les femmes consacrent, en moyenne, environ deux fois plus de temps que les hommes au travail domestique, y compris les soins de la famille. Les femmes rurales consacrent plus de temps que les femmes urbaines et les hommes dans les travaux domestiques et ménagers, y compris le temps passé à obtenir de l'eau et de carburant, s'occuper des enfants et des malades, et la transformation des aliments.

En 2012, plus de la moitié de toutes les femmes employées dans le monde entier l'étaient dans des emplois non sécurisés, en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud, l'emploi vulnérable représente plus de 80% de l'emploi total des femmes. Dans l'ensemble des pays en développement la propriété des entreprises est concentrée principalement chez les hommes. Seulement entre 1 et 3 % de femmes sont des entrepreneures. Les écarts les plus importants se trouvent en Afrique du Nord et en Asie occidentale.

Une plus grande participation politique des femmes fera progresser l'égalité des genres et l'autonomisation. L'exemple en Inde des contrées ayant des conseils municipaux dirigés par des femmes est significatif. On y a constaté une augmentation des projets d'eau potable 62 % supérieure à celle des zones ayant des conseils municipaux dirigés par des hommes. Parallèlement, le travail payé des femmes augmente la prise de décision des femmes au sein du foyer, ce qui peut avoir un impact positif sur plusieurs objectifs. Soutenir les femmes et la participation des filles à l'autonomisation et donc à la prise de décision peut influencer les politiques publiques. Mais, l'égalité de genre et l'autonomisation n'est pas un thème principal des OMD même si ils occupent le second rang, et non plus le troisième, dans le rapport du groupe de personnalités de haut niveau des Nations unies pour l'agenda post 2015.

L'intégration des femmes dans l'économie de marché est une voie d'accès à l'autonomisation et au pouvoir décisionnel.

¹⁶ Pour la période 2002-2011. OIT (2012). OIT Estimation globale du travail forcé. Résultats et méthodologie.

L'OMD 4 «Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans» a contribué à réduire les risques de mortalité infantile dans le monde. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), 90% des décès d'enfants sont dus au paludisme, à la rougeole, au VIH-SIDA, aux pneumonies, diarrhées mais aussi à des raisons néo-natales.

On estime à 6.6 millions les enfants morts en 2012 avant l'âge de cinq ans¹⁷. En 2011, 20,1 millions d'enfants, pauvres pour la plupart n'ont même pas reçu une première dose de vaccin contre la rougeole. Près de 50% des décès surviennent dans cinq pays: l'Inde, le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Pakistan et la Chine. Le nombre de pays dont la mortalité des moins de 5 ans atteint 100 pour 1.000 naissances vivantes ou plus est passé de 52 à 31 entre 1990 et 2009, une baisse dans l'ensemble. Mais, la proportion des décès durant le premier mois après la naissance est en augmentation, passant de 37% en 1990 à 40% en 2010. Près de 3 millions d'enfants meurent nouveau-nés chaque année. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est de 60% en 2011.

Les pays les plus affectés par la mortalité infantile se trouvent en Afrique. Seules l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est ont atteint la cible prévue par l'OMD 4. La mortalité des enfants est passée de 89 morts pour 1000 naissances vivantes en 1999 à 60 morts pour 1000 naissance vivantes en 2009. L'Afrique subsaharienne, qui a le taux de mortalité des enfants le plus élevé au monde, a doublé son taux moyen de réduction, qui est passé de 1,5 % par an en 1990-2000 à 3,1 % par an en 2000-2011.

La mortalité des enfants de moins de cinq ans a diminué de 2,5 % par an, mais la mortalité des nouveau-nés durant leur premier mois de vie n'a diminué que de 1,8 % par an. Les décès néonataux des moins de cinq ans dans le monde ont augmenté en passant 36 % en 1990 à 43 % en 2011. Ces décès néonataux représentent 57 % de tous les décès d'enfants en 2011. En Afrique subsaharienne, 1 enfant sur 9 meurt avant l'âge de cinq ans. En Asie du sud, 1 sur 16.

¹⁷ Organisation Mondiale de la Santé : www.who.int

La mortalité infantile connaît aussi des écarts importants à l'intérieur même des pays. Les enfants nés dans les ménages les plus pauvres, notamment ceux des zones rurales, ont deux fois plus le risque de mourir avant l'âge de cinq ans que ceux des ménages les plus riches. Mais la pauvreté n'est pas l'unique cause car plusieurs facteurs nourrissent ces décès tels que la prévention, la prise en charge des nouveaux nés et de leurs mères, les vaccins, les conflits, l'accès aux soins, l'eau, la nutrition, la salubrité et l'éducation des mères.

Des recherches récentes montrent qu'entre 1970 et 2009, le nombre moyen d'années d'éducation est passé de 4,7 ans à 8,3 ans chez les hommes et de 3,5 ans à 7,1 ans chez les femmes. Dans les pays en **voie de développement**, pour les femmes en âge de procréer (de 15 à 44 ans), la progression a été encore plus importante, passant de 2,2 ans à 7,2 ans. Sur la même période, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté de 8,2 millions de décès¹⁸.

L'objectif de baisser à 30% la mortalité des enfants de moins de cinq ans en 2015 semble illusoire si l'éducation de la mère n'est pas prise en compte. L'éducation des femmes et des jeunes filles contribue fortement à la réduction des risques de mortalité infantile.

L'OMD 5 «Améliorer la santé maternelle» a sensibilisé la communauté internationale, particulièrement les pays en développement sur la cible de réduire de trois quarts le pourcentage de mortalité maternelle. La mortalité maternelle a été réduite de 47 % au cours en vingt ans, passant de 400 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 1990, à 210 décès en 2010. L'Asie de l'Est 69 %, l'Afrique du nord 66 % et l'Asie du sud 64 % ont enregistré les plus fortes baisses.

Mais, la cause principale des décès des filles entre 15 et 19 ans dans les pays en voie de développement réside dans les naissances prématurées, causées

¹⁸ Emmanuela Gakidou, Institute for Health Metrics and Evaluation de l'université de Washington à Seattle, étude publiée dans The Lancet sur l'amélioration du niveau d'éducation des femmes, 18 septembre, vol.376 n°9745, p959-974.

par la malnutrition, le manque de suivi prénatale et mutilations génitales féminines dans certains pays d'Afrique subsaharienne. Plus de 15 millions des 135 millions des naissances vivantes dans le monde sont le fait de femmes dont l'âge se situe entre 15 et 19 ans. Le taux de natalité le plus élevé chez les filles adolescentes de 15 à 19 ans se trouve en Afrique subsaharienne, 118 naissances pour 1 000 filles. L'accès aux soins est très difficile pour ces jeunes filles en raison de considérations culturelles qui mènent souvent à des mariages forcés.

L'âge au mariage a globalement augmenté mais, dans certains pays, les filles se marient toujours très jeunes. L'âge moyen au premier mariage est le plus bas en Asie du Sud et Afrique subsaharienne, respectivement 18 ans et 16 ans. Elles ne vont pas, ou ne vont plus, à l'école, ne disposent d'aucun pouvoir décisionnel dans le ménage et encourrent plus de risques sanitaires liés aux naissances prématurées et aux violences domestiques. Les droits sexuels et reproductifs des femmes continuent d'être violés dans plusieurs pays, en dépit des conventions internationales visant à protéger la santé des femmes et leur intégrité corporelle.

Les femmes rurales dans les pays en développement ont très peu ou pas accès aux services de santé de la procréation. Des centaines de milliers de femmes meurent chaque année à cause de l'absence de ses services. Toutes les femmes et les filles n'ont pas accès à la sécurité juridique et les services médicaux, les traitements et l'assistance ainsi que l'éducation, la prévention et la sensibilisation sur le VIH / sida. Dans 46 millions sur 135 millions de naissances vivantes en 2011, des femmes ont accouché toutes seules ou sans soins adéquats. 140 millions de femmes souhaiteraient retarder ou éviter une grossesse, mais n'ont pas eu accès à la contraception.

Pour atteindre la cible OMD il faut redoubler d'efforts pour donner accès aux femmes et aux jeunes filles, des zones urbaines et rurales, l'accès aux soins prénatals, aux soins d'urgence en obstétrique, à l'assistance aux accouchements par un personnel de santé qualifié et aux thérapies antirétrovirales. L'aide à la

planification familiale doit être priorisée par les politiques publiques. On ne peut traiter de la santé des mères sans une politique de planification familiale incluant les hommes et basée sur le respect des droits sexuels et reproductifs.

«Améliorer la santé maternelle» par la planification familiale réduit la pauvreté, aide à prolonger la scolarisation, autonomise les femmes, accroît la survie des enfants et des mères, protège contre les maladies transmissibles, préserve les ressources.

L'OMD 6 «Combattre le VIH SIDA, le paludisme et autres maladies» a contribué à la baisse de plusieurs pandémies. Dans le monde, les infections liées au VIH continuent de diminuer et l'accès aux antirétroviraux s'est fortement élargi. Le nombre de nouvelles infections au VIH est en baisse, en particulier en Afrique subsaharienne. L'Asie centrale est la seule région où les nouvelles infections sont en hausse, principalement en raison de l'usage de drogue injectée.

En 2011, 45 millions de personnes sont infectées par ce virus, environ 600 000 jeunes femmes sont nouvellement infectées au VIH. 7 millions de personnes infectées par le VIH/SIDA n'ont toujours pas accès à un traitement. Sur un nombre total de 2,7 millions de nouvelles infections en 2010, près d'un million concernaient des jeunes personnes âgées entre 15 et 24 ans, dont plus de 60 pour cent étaient des femmes. En 2011, le nombre d'enfants de moins de 15 ans infectés par le VIH-SIDA a diminué de 230 000 comparativement à 2001 et la même année 8 millions de personnes recevaient une thérapie antirétrovirale contre le VIH-SIDA.

En 2010, la thérapie a concerné 6.6 millions de personnes. En 2011, seulement 55 % des 14,4 millions de personnes des pays en développement ayant besoin d'un traitement en ont bénéficié. La cible d'universaliser l'accès à la thérapie antirétrovirale n'a pas été atteinte. En 2011, 17 pays, (Botswana, Namibie, Wanda, Swaziland et Zambie, Cambodge, Cuba, Fidji, Guyana, Mexique et République dominicaine) ont atteint l'accès universel. 57 % des femmes enceintes ayant

besoin d'un tel traitement dans les régions en développement l'ont reçu en 2011. L'Afrique subsaharienne est le foyer d'environ 93 % des 1,5 million de femmes enceintes qui devraient recevoir des médicaments antirétroviraux. Les jeunes, particulièrement les femmes et les jeunes filles, n'ont pas une bonne connaissance de cette maladie et usent très peu de préservatifs.

Entre 2000 et 2010, 1,1 million de décès, causés généralement par le paludisme, ont été évités. En 2010, environ 219 millions de cas de paludisme dans le monde ont entraîné près de 660 000 décès; plus de 80 % de ces décès concernaient des enfants de moins de cinq ans. La république démocratique du Congo et le Nigéria représentent plus de 40 % du nombre estimé de décès dus au paludisme dans le monde.

Le paludisme continue d'être une maladie liée à la pauvreté. À l'échelle des pays, la prévalence des infections au paludisme est plus élevée chez les pauvres et les habitants des zones rurales. Le paludisme cause la mort de plus d'un million de personne en majorité des enfants.

Le traitement contre la tuberculose a sauvé près de 20 millions de vies sur un total de 51 millions entre 1995 et 2011. Mais on estime le nombre de personnes atteintes par cette maladie à 5,8 millions. Nombreuses sont les personnes qui développent la tuberculose lorsqu'elles sont atteintes du VIH-SIDA et qu'elles ne reçoivent aucun traitement. Ces maladies ont un impact négatif sur l'économie et le développement.

Ces maladies nécessitent d'énormes ressources tant pour les Etats que pour les ménages. Mais la santé d'une population dépend aussi de la paix, la sécurité, la volonté politique et l'éducation et l'information des femmes et des hommes.

L'éducation des mères et des jeunes est primordiale dans la lutte contre les maladies infectieuses et les maladies transmissibles. Elle est un moyen d'inverser les tendances.

L'OMD 7 «Assurer un environnement durable» afin d'inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales a connu quelques résultats substantiels mais très variables selon les régions et les pays. Les zones protégées ont augmenté de 58% et leur superficie de 48%. Plus de 2,1 milliards de personnes et presque 1,9 milliard de personnes ont eu accès, respectivement, à des sources d'eau améliorées et à des installations sanitaires améliorées depuis 1990.

Les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de plus de 39 % depuis 1990 malgré une légère baisse enregistrée entre 2008 et 2009. Cette baisse est due à la crise économique mondiale qui a entraîné un ralentissement de l'activité économique dans les pays développés : 10 tonnes métriques de CO₂ par personne en 2009 contre 3 tonnes métriques pour le monde en développement¹⁹. Parallèlement, les extinctions d'espèces augmentent malgré une augmentation des zones protégées. Presque un tiers des stocks de poissons ont été surexploités.

Si le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un approvisionnement en eau potable a été réduit de moitié comme prévu par l'OMD 7 celui de la population qui n'a pas accès à des services d'assainissement reste élevé et très variable, les progressions étant enregistrées par la Chine et l'Inde, l'Asie de l'ouest et l'Afrique subsaharienne restent à la traîne. Depuis 2010, quelques 800 millions de personnes n'avaient pas encore d'accès à des sources d'eau potable améliorées.

863 millions de personnes vivent dans des taudis dans le monde en développement²⁰ et ce nombre continue d'augmenter, même si la proportion de la population urbaine dans les pays en développement vivant dans des taudis est passée de 39% en 2000 à 33% en 2010.

¹⁹ Nations Unies : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals>

²⁰ Nations Unies, Objectifs du millénaire pour le développement, Rapport de 2013.

En 2011, lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Durban, il a été convenu de mener une action plus forte pour le contrôle des changements climatiques, y compris les émissions de gaz à effet de serre. Les conséquences des changements climatiques sont néfastes sur les pays pauvres qui en subissent les premiers les conséquences, particulièrement les femmes, les jeunes filles et les enfants : sécheresse, inondations, famines, épidémies.

Chaque jour, 6 000 enfants meurent à cause de diarrhées, soit 1 enfant toutes les 15 secondes. La gestion de l'eau doit être la préoccupation de tous. L'agriculture est la plus grande consommatrice d'eau. Pour produire un kilo de blé, il faut une tonne d'eau. En Afrique, 7 % seulement des terres sont irriguées. La sécheresse qui s'est abattue, en 2011, sur la Corne de l'Afrique perdure et plus de 13 millions de personnes au Kenya, en Ethiopie, en Somalie et à Djibouti, dépendent aujourd'hui de l'aide humanitaire pour survivre.

Les femmes peuvent jouer un rôle important dans l'atteinte de l'ODD 7 si les politiques et les programmes nationaux de développement durable ont une approche genre et luttent contre la division sexuée du travail. Les femmes dans les pays pauvres subissent la division sexuée de la gestion de l'eau. Elles sont les premières responsables de la gestion et l'utilisation de l'eau et marcheront des heures tous les jours pour la puiser. En Afrique subsaharienne, environ la moitié des ménages seulement vit à moins de 15 minutes de la source d'eau la plus proche. Les femmes et les jeunes filles sont les premières victimes de l'eau potable, du manque d'assainissement c'est avec elles que l'on peut protéger cette ressource.

L'eau est source de vie, de santé, de développement mais aussi de paix et de sécurité. Une bonne gouvernance du développement durable implique la participation des femmes et l'égalité femme homme dans les domaines de la santé et de l'éducation et la nutrition de l'enfant et les facteurs environnementaux, notamment l'eau et l'assainissement, la pollution et le changement climatique.

L'OMD 8 «Mettre en place un partenariat mondial pour le développement» prévoit, entre autres, de poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert et non discriminatoire, de s'attaquer aux besoins particuliers des pays les moins avancés, de mettre en place des mesures nationales et internationales pour alléger l'endettement des pays en développement, de collaborer avec le secteur privé, particulièrement l'industrie pharmaceutique pour rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement et de mettre à disposition de tous les pays les nouvelles technologies d'information et de communication. L'OMD 8 a un caractère transversal et joue le rôle de socle de la bonne gouvernance des sept OMD sans lequel les résultats escomptés seraient compromis.

L'aide publique au développement se chiffre à 126,6 milliards de dollars et marque un recul de 4 % en valeur réelle en 2012, après avoir baissé de 2 % en 2011. Cette baisse est attribuable aux mesures d'austérité prises par plusieurs pays donateurs en raison de la crise économique et financière et les turbulences de la zone euro.

Depuis 2010, année où elle avait atteint son niveau record, l'aide publique au développement a baissé de moins 6.0 % en valeur réelle. Si l'on fait abstraction de 2007, qui correspond à la fin des opérations exceptionnelles d'allègement de la dette, le repli observé en 2012 est le plus marqué depuis 1997. C'est aussi la première fois depuis 1996-1997 que l'aide se contracte pendant deux années consécutives²¹.

L'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne s'est chiffrée à 26.2 milliards USD, soit une chute de moins 7.9 % en termes réels par rapport à 2011. L'aide au continent africain a été réduite de moins 9.9 % et ramenée à 28.9 milliards USD après une année 2011 marquée par le soutien exceptionnel accordé à certains pays d'Afrique du Nord à la suite du «printemps arabe».

21 OCDE Statistiques de l'aide : <http://www.oecd.org/>

Le groupe des pays les moins avancés (PMA) a également vu les apports nets de l'aide bilatérale qui lui étaient destinés accuser un repli de moins 12,8 % en termes réels et tomber à environ 26 milliards USD.

Dans le monde en développement, 31 % de la population utilisent l'Internet, contre 77 % dans le monde développé. Les utilisateurs d'Internet dans les pays en développement ont représenté 65 % du nombre total des utilisateurs mondiaux en 2013, alors qu'ils représentaient 40 % en 2005. Par ailleurs, le taux de pénétration de l'utilisation d'Internet dans les pays en développement est passé de 25 % en 2011 à 31 % 2013. Les prix des services de technologies de l'information et des communications (TIC) deviennent plus abordables mais la différence de coût entre les pays développés et les pays en développement reste importante. Des études montrent qu'un accroissement de 10 % des connexions Internet à haut débit se traduirait par une croissance économique de 1,3 % dans les pays en développement

Les prix des médicaments essentiels sont encore trop élevés dans les pays en développement mais il y a eu une amélioration de l'accès aux médicaments de traitement du VIH/sida, ainsi qu'une augmentation de la production locale d'autres médicaments essentiels.

Il reste difficile de se procurer des médicaments essentiels dans les pays en développement, surtout dans les pays à faible revenu et à revenu moyen de la tranche inférieure. En 2012, on ne pouvait en trouver que dans 57 % des établissements de soins publics et 65 % des établissements privés. Dans les pays à faible revenu et à revenu moyen de la tranche inférieure, les prix étaient en moyenne 3,3 fois plus élevés que les prix de référence internationaux dans les établissements du secteur public et 5,7 fois plus élevés dans les établissements du secteur privé.

L'aide est également de moins en moins offerte aux pays les plus pauvres, au profit des pays à revenu intermédiaire. Afin de poursuivre les progrès réalisés vers l'atteinte des OMD, il est nécessaire de modifier cette approche. Les pays

donateurs et les bailleurs de fonds doivent se conformer à leurs engagements d'aide, plus particulièrement aux pays fragiles, à faible revenu et endetté. Le poids de la dette extérieure affecte les capacités financières d'un pays et sa résistance aux chocs économiques.

L'aide bilatérale allouée à des secteurs spécifiques a augmenté chaque année entre 2008 et 2010. Mais, l'aide consacrée à l'égalité des genres a légèrement diminué en 2010 après avoir connu une hausse en 2009. La communauté internationale de donateurs a un rôle extrêmement important à jouer en investissant dans des programmes de développement qui responsabilisent les jeunes filles et les femmes. À cause de la nature transversale de l'objectif d'égalité des genres, l'aide financière aux programmes et projets en faveur de l'égalité des genres devrait augmenter pour accélérer la réalisation des OMD.

La période post 2015 devra probablement affronter les limites de l'aide publique au développement engrangées par la crise mondiale et rechercher de nouvelles sources de financement complémentaires telles que les ressources locales. Cependant, la crise ne doit pas constituer un alibi pour remettre en cause le partenariat mondial pour le développement mais une occasion d'améliorer l'efficacité de l'aide. Les contributions des femmes urbaines et rurales sont importantes pour éradiquer la pauvreté et la faim.

C'est pourquoi, l'aide au développement doit consentir plus d'efforts à l'autonomisation et l'égalité femme homme et pour l'intégration du genre dans les législations, les normes sociales et les politiques publiques et leurs budgets de manière à éradiquer les inégalités entre les femmes et les hommes.

Le partenariat mondial doit également œuvrer pour la paix et de la sécurité. On ne peut pas asseoir un développement durable dans un environnement de conflit ou de guerre où les femmes, les filles et les enfants sont les premières victimes.

Les femmes sont au cœur des enjeux du développement et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes est un vecteur incontournable de développement et de croissance.

Quels enseignements ?

L'Internationale socialiste des Femmes rappelle qu'en adoptant la Déclaration du Millénaire (2000), les pays du monde se sont engagés à : (1) Soutenir la protection et la promotion des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels pour tous ; (2) à combattre toutes les formes de violence contre les femmes et faire appliquer la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et (3) à encourager la ratification et l'application intégrale de toutes les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses Protocoles facultatifs sur l'implication d'enfants dans des conflits armés et sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Les femmes et les jeunes filles ont le moins progressé et ont été les plus lésées par les progrès réalisés au niveau des huit OMD avant 2015. L'agenda post 2015 doit intégrer le genre dans tous les objectifs car ils sont tous interdépendants de la situation des femmes et des jeunes filles avec un cadre pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation sur la base de données sexospécifiques.

Les statistiques dont on dispose ne révèlent pas toujours la réalité. Très récemment, un examen des statistiques ventilées par sexe dans 126 pays a révélé que bien que les statistiques de genre soient régies par des législations statistiques liées au genre seul 15 % de ces pays disposent d'une législation spécifique exigeant du système statistique national des enquêtes fondées sur le sexe²². Les OMD ont souffert de la disponibilité des données, de la comparabilité internationale mais aussi d'avoir été définis par rapport à des tendances mondiales. Les objectifs quantitatifs auraient gagné à être définis par rapport aux régions et en partenariat avec les organisations de femmes.

²² <http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/3090statnote2.pdf>

L'Internationale Socialiste des Femmes est convaincue qu'il est essentiel de mettre en place un cadre de suivi viable avec des mécanismes clairs et de nouveaux indicateurs de genre. Il semble aisé de gendériser les données sur l'éducation, la santé, la mortalité, le travail, la participation politique et partant de mesurer, à un certain niveau, l'égalité et les droits des femmes. Mais les résultats resteront faussés car l'égalité et les droits des femmes nécessitent de nouvelles sources de données telles que la violence, l'âge, la charge de travail non rémunérée ou la pauvreté de genre pour disposer de statistiques plus précises.

Recommandations

C'est avec les femmes et par les femmes que les OMD seront atteints et que l'on peut réduire la pauvreté et la faim, augmenter les inscriptions scolaires, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, lutter contre le VIH/Sida et promouvoir la durabilité environnementale et la paix. Il est nécessaire d'intégrer dans l'agenda pour le développement post-2015 les mesures proposées par la plateforme de Beijing (1995) et de la CEDAW²³(2004).

L'Internationale socialiste des Femmes recommande vivement une approche sensible au genre et à l'âge et fondée sur les droits de l'Homme, impliquant à tous les niveaux la société civile et focalisée sur trois priorités : **1/éliminer la violence, 2/éduquer et former pour libérer, 3/éradiquer la pauvreté.**

- » **Éliminer la violence** : L'Internationale socialiste des Femmes rappelle que le viol, le trafic et la traite des femmes, le mariage forcé, les mutilations génitales féminines et l'exploitation sexuelle des femmes et des jeunes filles en situation de conflit sont des violences et des facteurs de risque significatifs pour la transmission du VIH. La violence a été l'oubliée des OMD alors qu'elle constitue à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté qui a également un impact important sur d'autres objectifs tels que l'emploi

²³ Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ratifiée en 2004 par 179 pays

salarié des femmes, et la mortalité maternelle et infantile. Selon une étude globale des données disponibles de 2013, 35% de femmes dans le monde ont connu soit la violence du partenaire intime ou de violence sexuelle de non-partenaires. Ces violences sont également verbales, physiques et psychologiques. Environ 140 millions de filles et de femmes à travers le monde ont subi des mutilations génitales féminines. Plus de 603 millions de femmes continuent de subir des normes sociales qui n'incriminent pas la violence domestique²⁴. Les femmes et les filles représentent 55% des quelques 20,9 millions de victimes du travail forcé dans le monde et 98% environ des 4,5 millions contraints à l'exploitation sexuelle. Le viol est, par ailleurs, une tactique généralisée et systématique dans les conflits et les guerres.

- » **Eduquer et former pour libérer :** L'Internationale Socialiste des Femmes affirme qu'il est nécessaire d'éduquer et/ou former les femmes et les jeunes filles pour les libérer. Les filles ayant achevé le niveau d'éducation primaire ont une probabilité deux fois plus élevée de se marier plus tôt que celles ayant suivi une éducation secondaire ou supérieure, et les filles sans éducation primaire une probabilité trois fois plus élevée de se marier avant 18 ans que celles ayant achevé le cycle du secondaire ou du supérieur²⁵. L'éducation et la formation jouent un rôle incontournable dans l'émancipation et l'égalité qui sont des conditions préalables à la lutte contre la pauvreté. En assurant l'éducation et la formation des filles, la mortalité peut être fortement réduite car l'éducation ou la formation de la mère est un facteur déterminant dans la mortalité infantine.
- » **Eradiquer la pauvreté :** L'Internationale Socialiste des Femmes rappelle que 70% des pauvres sont des femmes et qu'en conséquence la lutte contre la pauvreté est une priorité. Le rôle des femmes dans la sécurité alimentaire, le bien être des familles, l'agriculture est reconnu. Mais l'accès à la terre, aux moyens de productions, aux biens est encore trop faible dans certains

²⁴ www.undp.org

²⁵ Rapport 2012 du Fonds des nations-unies pour la population.

pays et parfois même inexistant pour leur permettre une vie décente. Pour faire vivre, ou survivre, leurs familles les femmes travailleront dans le secteur informel, sans sécurité social ou protection des droits et subiront l'exclusion, les discriminations et la violence. Lutter contre la pauvreté implique la lutte contre l'inégalité femme homme afin de garantir aux femmes leurs droits et l'accès aux ressources économiques.

Eliminer la violence, éduquer/ former pour libérer et éradiquer la pauvreté sont les trois leviers clés pour l'atteinte de tout objectif pour un monde meilleur.

L'Internationale socialiste des Femmes est l'organisation internationale des organisations des femmes des partis socialistes, sociaux-démocrates et ouvriers affiliés à l'Internationale socialiste.

Elle compte actuellement 149 organisations membres à travers le monde.

Ses objectifs :

- » Promouvoir l'égalité des sexes, combattre toutes les formes de discrimination envers les femmes et promouvoir les droits des femmes, qui sont les droits de la personne humaine ;
- » Renforcer les relations entre les organisations membres de l'Internationale socialiste des Femmes dans le but de coordonner leurs positions politiques et activités ;
- » Encourager ses organisations membres à s'assurer de la mise en application des résolutions et déclarations adoptées lors des réunions de l'Internationale socialiste des Femmes ;
- » Chercher à développer les relations entre les organisations membres de l'Internationale socialiste des Femmes et les autres groupes et organisations de femmes d'orientation socialiste qui ne sont pas membres mais qui s'engagent pour la progression de l'égalité des sexes et souhaitent collaborer avec l'Internationale socialiste des Femmes ;
- » Promouvoir des programmes d'action afin de surmonter les discriminations à l'égard des femmes et des jeunes filles ; et promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans tous les domaines ; et
- » Œuvrer pour la paix, la sécurité et les droits de la personne humaine en général.

L'Internationale socialiste des Femmes est une organisation non gouvernementale à statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

COMITÉ EXÉCUTIF

PRÉSIDENTE



Ouafa Hajji

Maroc, Union Socialiste des Forces Populaires, USFP

VICE-PRÉSIDENTES



AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Epifania Avomo Biko

Guinée Equatoriale, Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS



AFRIQUE AUSTRALE

Luzia Inglês

Angola, Mouvement Populaire pour la Libération d'Angola, MPLA



AMÉRIQUE CENTRALE

Diva Hadamira Gastélum Bajo

Mexique, Parti Révolutionnaire Démocratique, PRI



AMÉRIQUE LATINE – SUD

Miguelina Vecchio

Brésil, Parti Travailleiste Démocratique, PDT

AMÉRIQUE LATINE - NORD ET LES CARAÏBES

Ivonne González Rodríguez

Colombie, Parti Libéral Colombien, PLC



MÉDITERRANÉE NORD ET SUD

Purificación Causapié

Espagne, Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE



MEDITERRANÉE ORIENTALE, LE MOYEN-ORIENT ET LE CAUCASE

Antigoni Karali-Dimitriadi

Grèce, Mouvement Socialiste Panhellénique, PASOK



ASIE-PACIFIQUE

Enke Enkhjargal

Mongolie, Parti du Peuple de Mongolie, MPP



EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

Deniza Slateva

Bulgarie, Parti Socialiste Bulgare, BSP



EUROPE DU NORD

Tuula Peltonen

Finlande, Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP



L'Internationale socialiste des Femmes Maritime House, Old Town Londres SW4 0JW, Royaume Uni
Téléphone (44 20) 7720 0568 Télécopieur (44 20) 7720 4448 / 7498 1293
socintwomen@gn.apc.org